



- **Rédactions Nationales** -

## **Le Silence est coupable**

Depuis notre dernier Comité Social et Économique, France Télévisions a les honneurs de la presse ! Tout d'abord nous avons pu lire ici et là, que les questions posées par le SNJ au mois de mars étaient pertinentes, malgré les tentatives de diversion de la direction. Oui, une nouvelle programmation de Thalassa est bien d'actualité. Oui, Stade 2 changera bien de chaîne pour atterrir sur France 3. Et même si Takis Candilis nous disait que rien n'était décidé, il semble bien qu'un grand chambardement soit en préparation. Lui qui ajoutait d'ailleurs, en mars dernier, que Thalassa était une vieille marque, pour un public ancien, constatera malgré tout qu'ils étaient près de 2 millions lundi dernier à suivre ce programme. Sans doute ces annonces bien amorcées dans la presse écrite, seront confirmées devant les élus du CSE Central, avec en prime d'autres surprises qui s'ajouteront à la liste. Mais au-delà de jeu de taquin entre les programmes des chaînes du groupe, nous réitérons ici nos questions du mois dernier ! Quel est l'avenir des salariés concernés par tous ces changements, sachant que certaines émissions passeront sous les statuts conventionnels de France TV Studio, ex MFP, des statuts bien moins favorables que ceux de notre accord collectif ?

Autre dossier qui nous inquiète depuis des semaines, la suppression du Soir 3 ! Un projet purement économique puisque, après plusieurs réunions entre direction de l'info, de France Info et les équipes du Soir 3, aucune esquisse d'ébauche de début de projet n'est réellement sur la table. En revanche, on demande déjà aux monteurs de la rédaction de prendre en compte des futurs changements de planification, comme si la direction connaissait déjà la charge de travail nécessaire pour un projet fantôme ! Une fois de plus, on se moque de nous !

Tout aussi ridicule, l'obligation faite aux journalistes de se former à la saisie des incrustations pour ce même Soir 3 dont la disparition est programmée ! Pure schizophrénie pour une direction qui ne répond aux salariés que par du caporalisme, des coups de menton, quand ces derniers résistent à la pression ! Le SNJ conteste toujours le caractère obligatoire de ces formations et soutient ceux qui s'y opposent !

**SNJ France Télévisions**

Nous rendre visite : bureau D 142 / Nous contacter : [snj@francetv.fr](mailto:snj@francetv.fr) – 01 56 22 88 28

**Raoul Advocat 06.22.69.30.14 - Muriel Demguilhem 06.29.17.47.07 - Serge Cimino 06.17.55.53.82 - Didier Givodan 06.72.83.76.85 - Anne Guillé 06.79.47.39.25**



@SNJ\_FTV



Snj.ftv

Nous le disions au début de ce préalable, France Télévisions était très présent dans la presse ces derniers jours ! On se serait bien passé de tous ces articles loin d'être enthousiasmants. Tout comme nous avons été saisis d'effroi en apprenant le scandale qui traverse la rédaction de France Info numérique ! Bien sûr, nous ne pratiquons aucun amalgame et apportons notre soutien à celles et ceux qui subissent de plein fouet ce scandale que nous décrivions dans un précédent texte publié samedi dernier, intitulé "Sexisme au quotidien, les terribles révélations".

Nous le rappelons ici, le SNJ sera, si elles le souhaitent aux côtés des victimes si elles décident de porter plainte. Nous avons demandé au secrétaire de l'instance de faire en sorte que les représentants de la direction de l'info et de France Info soient présents à ce CSE et nous le remercions d'avoir accédé à cette demande !

Notre but n'est pas de faire de la surenchère mais de pointer ici les responsabilités d'une direction qui clairement a failli. Des journalistes ont confirmé dans certains articles ce que nous écrivions. Oui, la direction a été alertée, bien avant que toute cette affaire éclate. De ces alertes, il n'est rien sorti si ce n'est quelques légers recadrages, jusqu'à ce que la peur du scandale pousse la direction à prendre des sanctions avant la publication d'articles dans la presse. Alors quand, dans un communiqué, la tolérance zéro apparaît comme un mantra, le SNJ rappelle un certain nombre de choses !

Ces dernières années, des victimes d'autres formes d'agressions (harcèlement moral) ont été signalées et accompagnées par nos représentants et la direction n'a sanctionné personne ! Elle pratique plus facilement le licenciement abusif de salariés pour des faits imaginaires qu'une réelle sévérité sur des faits avérés !

Alors qu'on nous serine avec l'accord « QVT "poudre aux yeux », alors que depuis lundi les représentants de la direction communiquent en interne, c'est bien le silence, toutes ces années passées, qui est coupable ! On peut nous dire maintenant qu'il faut libérer la parole, alors que dans les faits elle est étouffée.

Nous attendons donc des explications, mais aussi une prise de position de la Présidente, très présente pour parler à l'extérieur de nos pseudos dispositifs d'alerte, beaucoup moins pour faire de France Télévisions une entreprise réellement exemplaire ! C'est clairement le moment de nous prouver le contraire.

Paris, le 11 avril 2019